

Mention Administration publique

RNCP20045 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	345, 128
Code(s) ROME	K1901, K1902, K1903, K1404
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/01/2020

Certificateur(s)

Université Panthéon Sorbonne - Paris 1

<http://www.formationpermanente.univ-paris1.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

La mention Administration publique est déclinée en 2 parcours :

Stratégies industrielles et politiques publiques de défense

Affaires publiques : concours de la haute fonction publique

- Parcours Stratégies industrielles et politiques publiques de défense (FCPS)

Les diplômés sont aptes à :

rassembler et analyser la documentation disponible, consulter les experts éventuels et les personnalités compétentes.

construire la méthodologie et délimiter le champ d'étude.

analyser et interpréter les résultats dans une perspective d'explication théorique.

identifier et maîtriser le contexte juridique ou réglementaire d'un dossier technique.

prévenir et résoudre des litiges en interprétant le droit.

proposer des solutions amiables ou judiciaires aux litiges.

conseiller les administrations et les entreprises dans l'application et l'interprétation de réglementations juridiques.

participer à la définition de thèmes d'études ou de recherches.

rédiger des publications (rapports d'étude, notes de synthèse, mémoires, articles...).

participer à des colloques, conférences ou séminaires sur des thèmes appartenant au domaine d'étude (ou à des domaines connexes).

- Parcours Affaires publiques : concours de la haute fonction publique

Les diplômés sont aptes à :

occuper des fonctions de cadre supérieur dans les fonctions publiques de l'Etat, des collectivités territoriales, des hôpitaux et des assemblées parlementaires, ainsi que de la Sécurité sociale et de la Banque de France, avec possibilité de carrière dans les autorités de surveillance de l'Union européenne.

Rédaction et conseil juridiques, traitement du contentieux, gestion financière et budgétaire, gestion des ressources humaines, audit et contrôle, ménagement sous toutes ses formes.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

- Parcours Stratégies industrielles et politiques publiques de défense (FCPS)

Capacités attestées d'un point de vue général :

Veille juridique et réglementaire.

Rédaction des textes normatifs et de d'argumentaires juridiques.

Mise en perspective juridique ou en contexte réglementaire d'un dossier technique.

Esprit d'analyse, de synthèse et capacité rédactionnelle pour analyser et comprendre un texte juridique, rédiger des notes, des comptes rendus, des demandes de certification et d'autorisation et des contrats, mais aussi les traduire en recommandations opérationnelles et/ou techniques.

Sens de l'écoute et de la communication pour dialoguer avec les administrations et les entreprises.

Pédagogie pour rendre compréhensible et intelligible une réglementation à des non-juristes.

Capacités relationnelles pour accompagner au sein de l'administration ou de l'entreprise le changement qui résulte de la réglementation.

Force d'argumentation et de conviction pour pouvoir instruire certains dossiers, imposer la mise en application de réglementations.

Analyse des pratiques des entreprises du secteur et évaluation de leur conformité avec les programmes, mesures et textes réglementaires.

Mise en œuvre de la politique des pouvoirs publics.

Assistance à la mise en conformité de l'administration ou de l'entreprise avec les différents domaines du droit.

Aide à la gestion des contentieux.

Capacités attestées d'un point de vue spécifique – Connaissance et maîtrise des thématiques suivantes :

Grands enjeux géopolitiques contemporains en France, en Europe et dans le Monde.

Politique européenne de sécurité et de défense, notamment dans les aspects juridiques.

Analyse des politiques industrielles publiques et sociologie des organisations appliquée à ces politiques publiques.

Analyse des stratégies industrielles et économiques dans les secteurs de la défense et de l'armement

Aspects fondamentaux du droit français et européen des marchés et services publics et des partenariats public-privé.

- Parcours Affaires publiques : concours de la haute fonction publique

Capacités attestées :

Niveau de connaissances approfondi en droit public, en économie, en finances publiques, questions sociales, européennes et internationales. Bonnes connaissances linguistiques. Capacité de réflexion et de rédaction sur les grandes questions contemporaines : décryptage de l'actualité à partir d'une approche pluridisciplinaire (histoire, science politique, sociologie), entraînement intensif à la construction d'un raisonnement argumenté et à la rédaction de ce raisonnement. Entraînement approfondi aux épreuves d'entretien oral (orales techniques, mais aussi épreuves de personnalité et de mise en situation, jeux de rôle). Capacité de réflexion sur soi-même et sur ses projets.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Administration d'Etat, Etablissements publics

Collectivités locales, Entreprises publiques,

Bureaux d'études. Organismes publics, Défense, Armement, Gestion publique

Fonction publique de l'Etat, des collectivités territoriales, fonction publique hospitalière, cadres de la sécurité sociale

Emplois contractuels de droit public ou de droit privé : bureaux d'étude travaillant pour les administrations, entreprises publiques et sociétés d'économie mixte...

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Cadres des administrations centrales, déconcentrées et décentralisées. Consultants, au sein de cabinets d'audit et de gestion, auprès d'administrations et organismes publics.

Cadres supérieurs des secteurs de l'armement et de la défense

Emplois d'encadrement supérieur dans le secteur public (par accès aux concours de recrutement de la fonction publique – notamment les concours de l'ENA, de l'ENSP, de l'INET, de l'EN3S, des assemblées parlementaires, de conseiller et secrétaire des Affaires étrangères (cadre général et cadre d'Orient, etc... ou par contrat du secteur public),

Consultant auprès d'administrations, organismes publics ou entreprises.

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

Pour l'exercice de la profession d'avocat : nécessité d'obtenir le CAPA

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 462 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	4 050
Jugés difficiles à recruter	41 %
Emplois saisonniers	5 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats P3X90 — Professionnels du droit

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Jury d'admission formé d'enseignants-chercheurs et intervenants professionnels

COMPOSITION DU JURY — VAE

Jury de VAE formé d'enseignants-chercheurs et intervenants professionnels

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/01/2020
-------------------------------------	------------

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/20045/>